

Langue anglaise, langue française

(Suite de la page 6)

A l'inverse de ce qui se passe pour les hommes, ce sont les femmes francophones qui touchent, au Canada, les revenus les plus élevés, comparativement à celles des deux autres groupes linguistiques. Cette situation appelle cependant quelques précisions. A Montréal, les travailleuses anglophones avaient, en 1980, un revenu supérieur de 6 p. 100 à celui des femmes francophones et de 15 p. 100 à celui des travailleuses allophones (10 p. 100 et 18 p. 100 en 1970); dans le reste du Québec, les femmes allophones recevaient en 1980 un revenu supérieur de 5 p. 100 à celui des francophones et de 2 p. 100 à celui des anglophones, tandis que, dans les autres provinces, les allophones dépassaient aussi les femmes anglophones, qui étaient au premier rang en 1970, les travailleuses francophones demeurant au troisième rang. Si donc ce sont les travailleuses francophones qui, à l'échelle du pays, se trouvent au premier rang, bien que dans chaque sous-région étudiée elles n'occupent que le deuxième ou le troisième rang, c'est parce que les femmes francophones au Québec touchent des revenus plus élevés que les femmes anglophones et allophones hors du Québec. La performance des femmes francophones au niveau de l'ensemble canadien est due au fait que c'est au Québec que les femmes en général perçoivent les revenus les plus élevés.

Les femmes bilingues obtiennent des revenus plus élevés que les femmes unilingues. Les francophones bilingues et les allophones bilingues avaient en 1980 à peu près le même revenu. C'était vrai aussi des anglophones bilingues en 1970, mais en 1980 un écart de 6 p. 100 était à l'avantage des francophones et des allophones.

Tant à Montréal que dans le reste du Québec, les travailleurs masculins qui, des deux langues officielles, ne parlent que le français, ont enregistré une baisse importante de l'écart des revenus qui les séparait des travailleurs bilingues et unilingues anglais. En revanche, dans le reste du Canada, l'écart s'est accru de 15 p. 100. Pour les femmes, la situation est demeurée la même en 1980 qu'en 1970 dans tout le Québec, y compris Montréal, mais dans les neuf autres provinces l'écart de revenus s'est élargi à 22 p. 100. Il demeure, en général, moins désavantageux pour un

anglophone d'être unilingue que pour un francophone.

Le fait que la situation des unilingues français se soit sérieusement détériorée hors du Québec par rapport aux bilingues ou aux unilingues anglais mérite des explications, car l'écart des revenus sur une base horaire a diminué, passant, pour les hommes, de 35 à 11 p. 100. Si l'écart de revenus séparant les unilingues francophones des travailleurs bilingues ou unilingues anglais s'est accru au cours des années soixante-dix, c'est parce que les francophones unilingues travaillent un moins grand nombre d'heures dans l'année. Il semble que les hommes et les

linguisme a fait d'importants progrès chez les anglophones, où le nombre des travailleurs bilingues s'est accru de 43 p. 100. De même, le nombre des bilingues a augmenté de 37 p. 100 chez les allophones. Chez les francophones, la proportion des travailleurs bilingues a décliné (51,6 p. 100 en 1980 contre 54,6 p. 100 en 1970). C'est pourquoi le bilinguisme semble avoir fait peu de progrès dans l'ensemble. La proportion des femmes bilingues s'est accrue, à l'échelle du pays, à un rythme un peu plus rapide que celle des hommes. Là encore, ce sont les anglophones et les allophones qui ont le plus contribué à l'augmentation, tandis que la proportion des

Importance relative des groupes linguistiques au Canada

Langue maternelle (1)

En pourcentage.

	Hommes		Femmes	
	1971	1981	1971	1981
Francophones	24,4	24,6	22,5	23,4
Anglophones	59,3	60,6	63,1	62,8
Allophones (2)	16,3	14,8	14,4	13,8
	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Langue maternelle : première langue apprise et encore comprise.

2. Allophones : dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais.

femmes ne parlant que le français dans les provinces autres que le Québec, bien qu'ayant amélioré leur situation sur la base de leur revenu horaire, éprouvent de plus en plus de difficulté à trouver des emplois offrant un nombre d'heures de travail comparable à celui des bilingues, des unilingues anglais ou des allophones anglais. Le même phénomène a été constaté au Québec, mais avec beaucoup moins d'ampleur.

Bien qu'il y ait eu un accroissement de 23 p. 100 du nombre des travailleurs masculins bilingues au Canada, la proportion n'est passée en dix ans que de 19,3 p. 100 à 19,8 p. 100 pour l'ensemble des travailleurs canadiens. Cette constatation cache cependant une partie de la réalité. Le bi-

travailleuses francophones bilingues passait de 48,3 à 46,8 p. 100.

L'étude du Conseil économique, dont *Canada d'aujourd'hui* a rendu compte brièvement, donne les écarts bruts de revenus, c'est-à-dire ceux qui ont été enregistrés. Si l'on observe qu'une partie de ces écarts tient à ce que tous les travailleurs, hommes ou femmes, n'ont pas une expérience professionnelle d'une égale durée, n'ont pas le même niveau de formation et ne sont pas engagés dans les mêmes secteurs de l'économie, on est en droit d'estimer que la part des écarts qui est directement liée à la langue maternelle a diminué, au cours des années soixante-dix, plus que les chiffres ne le laissent voir. ■